



Réf : 039 /OLUCOME/05 /2022

Bujumbura, le 25 / 05 / 2022

A Son Excellence Monsieur le  
Président de la République du Burundi  
avec les assurances de notre plus  
haute considération.

à Gitega.

**Objet** : Rappel des conclusions de la réunion  
de Bruxelles tenue le 19 février 2022

Excellence Monsieur le Président de la République.

1. En se référant à la correspondance n°002/OLUCOME/03/2022 du 02 mars 2022 vous écrite, nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre plus haute autorité dans le but de faire un rappel sur les conclusions de la rencontre que vous avez faite avec la diaspora burundaise de Belgique et des pays limitrophes tenue le 19 février 2022 à Bruxelles. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vous remercie encore une fois des réponses satisfaisantes qu'il a reçues de Vous sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption au Burundi et voudrait faire un rappel et un suivi sur la mise en application des réponses satisfaisantes obtenues lors de votre rencontre avec la diaspora burundaise résidant en Belgique et dans les pays limitrophes
2. A titre de rappel, Excellence, les réponses obtenues de Vous par rapport aux questions que nous avons posées se résument dans les points ci-après :
  - a. Sur la déclaration du patrimoine par les mandataires publics et autres cadres de l'Etat, Vous nous avez informés qu'un formulaire y relatif avait été déjà adopté par le Conseil des Ministres et que les mandataires et cadres de l'Etat

allaient bientôt déclarer leur patrimoine suivant ce formulaire **mais jusqu'à présent aucun mandataire n'aurait pas encore déclaré son patrimoine ;**

- b. Concernant la dotation au Burundi d'un budget général de l'Etat dominé par les programmes de développement économique (Budget-programme) et évaluable, vous avez accepté que ces considérations seront tenues dans le budget général de l'Etat exercice 2022-2023. Vous nous avez même informés que c'était déjà sur votre agenda, **nous vous en remercions car le budget-programme a été considéré dans le projet de loi de finances 2022-2023, il reste de voir le budget général de l'Etat qui sera adopté par le Conseil des Ministres (qui serait programmé début juin) et le parlement d'une part et les résultats qui suivront lors de son exécution d'autre part ;**
- c. Sur la question relative à l'adoption des budgets généraux de l'Etat antérieurs sans avoir validé les rapports annuels d'exécution budgétaire, vous nous avez répondu qu'il n'y aura plus une loi de finances qui sera adoptée et promulguée sans qu'un rapport d'exécution budgétaire de l'année précédente ne soit analysé et validé. **Nous vous en remercions car cela a été fait sauf que les rapports d'exécution budgétaire de 2016 à 2020 ne sont pas encore analysés et adoptés ;**
- d. Concernant l'organisation des rencontres avec la population burundaise vivant à l'étranger et le Forum National sur le développement du Burundi tenu au mois de Novembre 2021, vous avez accepté de rencontrer en vidéo-conférence les membres de la diaspora burundaise périodiquement. **Nous attendons toujours la tenue de cette promesse ;**
- e. Sur la question de la carte de la diaspora burundaise, l'OLUCOME remercie le Gouvernement pour sa décision de suspension de cette activité. Et il demande qu'il y ait une concertation plus large et inclusive pour qu'un grand nombre possible des membres de la diaspora soient interrogés et que leurs idées soient considérées et cela au travers de vos rencontres en vidéo-conférence avec la diaspora burundaise promises d'être tenues périodiquement. **Nous attendons toujours la tenue de cette promesse ;**
- f. Concernant le Forum National sur le développement du Burundi, tenu au mois de Novembre 2021, l'OLUCOME vous a demandé de rendre public les recommandations y relatives pour un bon suivi de leur mise en application par la population burundaise. **Mais jusqu'à présent, ces recommandations ne sont pas encore rendues publiques ;**

- g. Concernant la récupération des avoirs détournés par les corrompus, Vous nous avez répondu qu'un montant de 4 milliards Fbu est déjà rentré dans un compte bancaire spécial ouvert conjointement avec le Ministre en charge des finances publiques et que ces fonds transiteront dans le Budget Général de l'Etat exercice 2022-2023 pour financer les activités de l'Etat. **L'OLUCOME espère qu'il verra ce montant voire même plus dans le budget général de l'Etat qui sera adopté par le Conseil des ministres et le parlement ;**
- h. Sur la question d'instruire les ambassadeurs burundais de tenir des réunions avec les membres de la diaspora de leur ressort comme il est le cas des Gouverneurs au pays, vous avez instruit le Ministre en charge des affaires étrangères de mettre en application cette demande. **Nous attendons toujours la mise en application de cette demande ;**
- i. Sur les détournements des fonds constatés dans les dossiers de Kajeke pour 13 milliards de Francs burundais et de Mpanda pour 54 milliards Francs burundais, l'OLUCOME vous a demandé que les lois burundaises soient respectées dans le but de protéger la chose publique conformément à l'article 69 de la constitution burundaise et les conventions internationales ratifiées par le Burundi. **Nous attendons toujours la concrétisation de cette demande ;**
3. Excellence Monsieur le Président, comme il est dans sa mission, l'OLUCOME va continuer à vous rappeler et à faire le suivi des réponses ci-haut mentionnées ainsi que les autres demandes que nous avons formulées. Bien plus Excellence, lors de notre prise de parole, nous vous avons remis 11 correspondances que l'OLUCOME vous a déjà adressées antérieurement, nous espérons que les questions et les réponses contenues dans ces 11 correspondances auront votre approbation en vue de renforcer au Burundi le système national de l'intégrité, la gouvernance, la transparence, la cohésion sociale, l'équité sociale ainsi que la justice juste. Nous vous remercions d'avoir accepté qu'au Burundi, il y ait un débat contradictoire entre les différents intervenants dans le développement du Burundi et de faire respecter le droit à la manifestation si les lois burundaises en vigueur sont respectées. Enfin, Excellence, nous voudrions vous dire que l'OLUCOME apprécie votre politique sur la transparence, la gouvernance et la lutte contre la corruption au Burundi et s'engage à donner ses contributions pour un développement durable du Burundi.

Espérant une suite favorable à nos requêtes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

Pour l'OLUCOME  
Gabriel RUFYIRI  
Président  
B.P. 6616  
Télé: ...  
2012